

Mémorial  **Memorial**
du des
Grand-Duché de Luxembourg. **Großherzogtums Luxemburg.**

Samedi, 4 juin 1932.

N^o 29.

Samstag, 4. Juni 1932.

Avis. — Relations diplomatiques. — Le 2 juin 1932, S. Exc. M. Michel *Missoffe* a remis à Son Altesse Royale la Grande-Duchesse, dans une audience solennelle, les lettres par lesquelles le Président de la République Française l'accrédite auprès de la Cour grand-ducale en qualité d'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire.

A la même occasion, S. Exc. M. *Missoffe* a présenté les lettres de rappel de son prédécesseur. — 3 juin 1932.

Loi du 23 mai 1932, concernant la simplification des services communaux.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. :

Notre Conseil d'Etat entendu ;

De l'assentiment de la Chambre des députés ;

Vu la décision de la Chambre des députés du 3 mai 1932 et celle du Conseil d'Etat du 13 du même mois, portant qu'il n'y a pas lieu à second vote ;

Avons ordonné et ordonnons :

Art. 1^{er}. Il y a dans chaque commune un secrétaire et un receveur.

Néanmoins, à la demande des administrations communales, le Directeur général du service pourra, en cas de vacance, autoriser la fusion des deux fonctions.

L'autorisation ne sera accordée que pour cinq ans, sauf renouvellement après l'expiration de chaque période quinquennale. Elle est révocable à tout moment.

L'indemnité du chef de la fonction cumulée sera fixée par le conseil communal, sous l'approbation du Directeur général du service. Elle ne comptera pas pour la pension.

Les mesures de contrôle spéciales nécessitées par la fusion seront décrétées par arrêté ministériel.

Gesetz vom 23. Mai 1932, betreffend die Vereinfachung der Gemeindedienste.

Wir CHARLOTTE, von Gottes Gnaden Großherzogin von Luxemburg, Herzogin zu Nassau, etc., etc., etc. ;

Nach Anhörung Unseres Staatsrates ;

Mit Zustimmung der Abgeordnetenkammer ;

Nach Einsicht der Entscheidung der Abgeordnetenkammer vom 3. Mai 1932 und derjenigen des Staatsrates vom 13. desselben Monates, wonach eine zweite Abstimmung nicht erfolgen wird ;

Haben verordnet und verordnen :

Art. 1. Es gibt in jeder Gemeinde einen Sekretär und einen Einnehmer.

Nichtsdestoweniger kann der zuständige General-Direktor, auf Ersuchen der Gemeindeverwaltungen, im Falle einer Vakanz, die Ermächtigung zur Vereinigung der beiden Ämter geben.

Die Ermächtigung wird nur für fünf Jahre erteilt, kann aber nach dem Ablauf jeder fünfjährigen Periode erneuert werden. Sie kann jederzeit rückgängig gemacht werden.

Die Entschädigung für das kumulierte Amt wird vom Gemeinderat, vorbehaltlich der Genehmigung durch den zuständigen General-Direktor, festgesetzt. Sie zählt nicht für die Pension.

Die durch die Verschmelzung notwendig werdenden besonderen Überwachungsmaßnahmen werden durch Ministerialbefehl verordnet.

S'il est constaté par le collège des bourgmestre et échevins, le secrétaire communal entendu, que les devoirs du secrétariat dépassent les forces d'un seul employé, le receveur communal, lorsqu'il n'est pas occupé d'une façon permanente, pourra être chargé par le collège, d'accord avec le commissaire de district, de coopérer aux travaux du secrétariat.

La rétribution pour ces services extraordinaires sera fixée par le conseil communal, sous l'approbation du Directeur général du service.

La rémunération dont jouira de la part d'une commune un fonctionnaire de l'Etat qui cumule avec ses fonctions une ou plusieurs fonctions communales, ne dépassera pas trois quarts du traitement minimum légal et des triennales attachées à ces dernières; elle ne sera susceptible ni de pension ni d'augmentation, soit du chef d'allocation familiale soit du chef d'une indemnité de résidence.

Par dérogation à l'art. 85 de la loi du 24 février 1843, les conseils communaux sont autorisés à réunir plusieurs sections d'une commune en une seule section de comptabilité. Les délibérations afférentes sont soumises à l'approbation du Directeur général de l'intérieur. Chaque habitant des sections intéressées pourra former un recours au Conseil d'Etat, comité du contentieux, contre les décisions afférentes, lorsque les intérêts d'une section auront été gravement lésés.

Art. 2. L'art. 9 de la loi du 1^{er} juillet 1901, limitant le cumul de l'exercice des fonctions de secrétaire dans plusieurs communes, est abrogé.

Art. 3. Le Directeur général du service pourra autoriser pour tout ou partie de l'année, la nomination de gardes champêtres et surveillants spéciaux pour l'exercice de la police rurale.

Pendant la saison d'hiver, les agents de la police rurale pourront avec l'assentiment du collège échevinal et d'accord avec le commissaire de district, être attachés temporairement au service de la voirie ou à d'autres services communaux. L'indemnité de ce chef sera fixée par le conseil communal, sous l'approbation du Directeur général du service.

A la demande des administrations communales intéressées, le Directeur général du service pourra autoriser, à titre révocable, les gardes champêtres d'une commune à exercer leurs attributions dans les communes limitrophes. Dans ce cas, le traite-

Wenn vom Kollegium der Bürgermeister und Schöffen, nach Anhörung des Gemeindefektars, festgestellt wird, daß die Obliegenheiten des Sekretariates die Kräfte eines einzigen Beamten übersteigen, kann der Gemeindevorsteher, wenn er nicht vollständig beschäftigt ist, vom Schöffenkollegium, mit Zustimmung des Distriktskommissars, beauftragt werden, an den Arbeiten des Sekretariates mitzuwirken.

Die Gebühr für diese außerordentlichen Dienste wird vom Gemeinderat, vorbehaltlich der Genehmigung durch den zuständigen General-Direktor, festgesetzt.

Die Besoldung, die ein Staatsbeamter, der mit seinem Amt ein oder mehrere Gemeindeämter kumuliert, von Seiten der Gemeinde bezieht, darf drei Viertel des mit diesen letzteren verbundenen gesetzlichen Minimalgehalts und der zugehörigen dreijährigen Zulagen nicht übersteigen; sie zahlt weder zur Pension, noch gibt sie Anrecht auf Familienzuwendungen oder Residenzzulage.

Zu Abweichung von Art. 85 des Gesetzes vom 24. Februar 1843 sind die Gemeinderäte ermächtigt, mehrere Sektionen einer Gemeinde zu einer einzigen Rechnungssektion zusammenzufassen. Die diesbezüglichen Beratungen unterliegen der Genehmigung durch den General-Direktor des Innern. Jeder Einwohner der betreffenden Sektionen kann beim Staatsrat, Ausschuss für Streitfachen, gegen die diesbezüglichen Beschlüsse Berufung einlegen, wenn die Interessen einer Sektion schwer geschädigt worden sind.

Art. 2. Der Art. 9 des Gesetzes vom 1. Juli 1901, der das Kumulieren des Amtes eines Sekretärs in mehreren Gemeinden begrenzt, ist abgeschafft.

Art. 3. Der zuständige General-Direktor kann die Ermächtigung geben, für das ganze Jahr oder einen Teil des Jahres besondere Feldhüter und Waffner für die Ausübung der Feldpolizei zu ernennen.

Während des Winters können die Agenten der Feldpolizei, mit Zustimmung des Schöffenkollegiums und des Distriktskommissars dem Wegedienst oder anderen Gemeindediensten zeitweilig zugeteilt werden. Die diesbezügliche Entschädigung wird vom Gemeinderat, vorbehaltlich der Genehmigung durch den zuständigen General-Direktor festgesetzt.

Auf Ersuchen der interessierten Gemeindeverwaltungen kann der zuständige General-Direktor den Feldhütern einer Gemeinde die jederzeit widerrufliche Ermächtigung geben, ihr Amt in den benachbarten Gemeinden auszuüben. In diesem Falle

ment du titulaire et la part de chaque commune seront fixés par le Directeur général du service, les administrations communales entendues en leurs propositions.

Les préposés forestiers seront chargés, autant que possible, en même temps de la police rurale. Il sera statué à ce sujet par le membre du Gouvernement ayant dans ses attributions les eaux et forêts, l'administration forestière et les administrations intéressées entendues.

Art. 4. Il y a dans chaque commune un garde champêtre cantonnier.

Néanmoins, le conseil communal pourra décider, d'accord avec le conducteur des travaux publics du ressort et sous l'approbation du Directeur général du service, de faire exécuter les travaux de voirie par des ouvriers travaillant à la journée.

Le Directeur général du service pourra autoriser la nomination de deux ou plusieurs titulaires.

Dans ce cas, un réseau déterminé sera assigné à chaque agent.

Des communes limitrophes pourront être autorisées par le Directeur général du service à avoir un garde champêtre-cantonnier commun. Dans ce cas, le traitement du titulaire et la part de chaque commune seront fixés par le Directeur général, les administrations communales et le conducteur des travaux publics du ressort entendus en leurs propositions.

Le service du garde champêtre-cantonnier sera réglé et contrôlé par le collège des bourgmestre et échevins de concert avec le conducteur circonscriptionnaire.

En dehors et notamment à l'occasion de l'accomplissement de sa charge principale, le garde champêtre-cantonnier participera à l'exercice de la police communale et rurale.

Art. 5. L'emploi d'appariteur sera cumulé, autant que possible, avec un autre emploi communal.

Art. 6. Les art. 149, al. 1 et 264 de la loi électorale du 31 juillet 1924 sont modifiés comme suit :

« Art. 149, al. 1^{er}. Les membres du conseil communal sont élus pour le terme de six ans, à compter du 1^{er} janvier qui suit leur élection.

« Art. 264. Les élections pour le prochain renouvellement intégral des conseils communaux auront lieu le deuxième dimanche du mois d'octobre 1934.

wird das Gehalt des Beamten und der Anteil einer jeden Gemeinde, nach Anhörung der Vorschläge der Gemeindeverwaltungen, vom zuständigen General-Direktor festgesetzt.

Die Förster werden soweit wie möglich ebenfalls mit der Feldpolizei betraut. Diesbezügliche Bestimmungen trifft, nach Anhörung der Forstverwaltung und der in Frage kommenden Verwaltungen, das Mitglied der Regierung, dem die Gewässer und Forsten unterstehen.

Art. 4. Es gibt in jeder Gemeinde einen Feldhüter-Wegewärter.

Nichtsdestoweniger kann der Gemeinderat, mit Zustimmung des Baukonduktors und vorbehaltlich der Genehmigung des zuständigen General-Direktors, beschließen, daß die Wegearbeiten durch im Tageslohn beschäftigte Arbeiter ausgeführt werden.

Der zuständige General-Direktor kann die Ermächtigung geben, zwei oder mehrere Titulare zu ernennen.

In diesem Falle wird jedem Agenten ein bestimmtes Wegenez angewiesen.

Benachbarte Gemeinden können vom zuständigen General-Direktor ermächtigt werden, einen gemeinsamen Feldhüter-Wegewärter zu bestellen. In diesem Falle wird das Gehalt des betreffenden Beamten und der Anteil einer jeden Gemeinde, nach Anhörung der Vorschläge der Gemeindeverwaltungen und des zuständigen Baukonduktors vom General-Direktor festgesetzt.

Der Dienst des Feldhüter-Wegewärters wird vom Kollegium der Bürgermeister und Schöffen im Einverständnis mit dem Kantonal-Baukonduktor geregelt und überwacht.

Nebenbei und besonders zugleich mit der Ausübung seines Hauptamtes beteiligt der Feldhüter-Wegewärter sich am Gemeinde- und Feldpolizeidienst.

Art. 5. Das Amt eines Gemeindevoten wird soweit wie möglich mit einem anderen Gemeindeamt kumuliert.

Art. 6. Die Art. 149, Abschnitt 1 und 264 des Wahlgesetzes vom 31. Juli 1924 sind abgeändert wie folgt :

„Art. 149, Abschnitt 1. Die Gemeinderatsmitglieder werden auf einen Zeitraum von sechs Jahren, vom 1. Januar nach ihrer Wahl an, gewählt.

„Art. 264. Die Wahlen für die nächste gänzliche Erneuerung der Gemeinderäte finden am zweiten Sonntag des Monates Oktober 1934 statt.

« Les mandats des conseillers communaux élus aux élections générales conformément aux dispositions de l'ancien art. 264, ainsi que les mandats des conseillers communaux élus aux élections complémentaires subséquentes, expireront le 31 décembre 1934. »

Art. 7. Les mesures nécessaires à l'exécution de la présente loi feront l'objet d'arrêtés ministériels.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit publiée au *Mémorial* pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Luxembourg, le 23 mai 1932.

Charlotte.

*Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
Jos. Bech.*

*Le Directeur général de la justice et de l'intérieur,
Norb. Dumont.*

„Die Amtszeit der bei den allgemeinen Wahlen gemäß den Bestimmungen des früheren Art. 264 gewählten Gemeinderäte, sowie diejenige der bei den darauffolgenden Ergänzungswahlen gewählten Gemeinderäte wird am 31. Dezember 1934 ablaufen.“

Art. 7. Die zur Ausführung dieses Gesetzes notwendigen Maßnahmen bilden den Gegenstand von Ministerialbefehlen.

Befehlen und verordnen, daß dieses Gesetz im „Memorial“ veröffentlicht werde, um von Allen, die es betrifft, ausgeführt und befolgt zu werden.

Luxemburg, den 23. Mai 1932.

Charlotte.

*Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Jos. Bech.*

*Der General-Direktor der Justiz und des Innern,
Norb. Dumont.*

Arrêté du 30 mai 1932, concernant la composition de la commission d'examen de techniciens aux cours techniques supérieurs annexés à l'école d'artisans de l'Etat.

*Le Directeur général
de l'Enseignement professionnel,*

Vu les art. 2 et 3 de l'arrêté du 3 septembre 1919, portant règlement de l'examen de technicien aux cours techniques supérieurs annexés à l'école d'artisans de l'Etat ;

Arrête :

Art. 1^{er}. La session de l'examen de technicien aux cours techniques supérieurs annexés à l'école d'artisans, pour l'année scolaire 1931/32, s'ouvrira le 29 juin prochain.

Art. 2. Est nommé commissaire du Gouvernement pour cet examen, M. Adolphe Kœner, ingénieur en chef des travaux publics, à Luxembourg.

Art. 3. Sont nommés membres de la commission chargée de procéder au dit examen :

a) Membres effectifs : MM. Antoine Hirsch, directeur de l'école d'artisans, B. Droit, professeur, L. Mayer, Em. Oberlinckels et Ferd. Pescatore, ingénieurs, chargés de cours aux cours techniques supérieurs, tous demeurant à Luxembourg ;

b) Membres suppléants : MM. Albert Pfeiffer, ingénieur, et Léon Rousseau, ingénieur, chargé de cours à l'école d'artisans, les deux demeurant à Luxembourg.

Art. 4. L'ouverture des épreuves est fixée au mercredi, 29 juin à 8 heures du matin.

Art. 5. Les demandes d'admission devront être présentées au Gouvernement avant le 15 juin 1932.

Art. 6. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial* et un exemplaire en sera transmis à chacun des membres de la commission pour lui servir de titre.

Luxembourg, le 30 mai 1932.

*Le Directeur général
de l'Enseignement professionnel,
Et. Schmit.*

Arrêté du 30 mai 1932, concernant la composition de la commission pour l'examen de fin d'études à l'école d'artisans, pour l'année scolaire 1931/32.

*Le Directeur général
de l'Enseignement professionnel,*

Art. 1^{er}. La session de l'examen de fin d'études à l'école d'artisans de l'Etat, pour l'année scolaire 1931/32, s'ouvrira le 15 juin 1932.

Art. 2. Est nommé commissaire du Gouvernement pour cet examen : M. Adolphe *Kæner*, ingénieur en chef des travaux publics, à Luxembourg.

Art. 3. Sont nommés membres de la commission chargée de procéder au dit examen :

a) Membres effectifs : MM. Antoine Hirsch, directeur de l'école d'artisans, *B. Droit*, *J. Jérolim*, *François Musman*, *Jos. Meyers* et *J. Wegener*, professeurs à l'école d'artisans, *J. Birnbaum* et *M. Kipgen*, chefs d'ateliers à l'école d'artisans, tous demeurant à Luxembourg ;

b) Membres suppléants : MM. J. Witry, président de la chambre des artisans, à Esch-s.-Alz., *F. Scholer*, président de la fédération des associations d'artisans à Luxembourg-Neudorf, et *J. Steichen*, chef d'atelier à l'école d'artisans, à Luxembourg.

Art. 4. L'examen est fixé au samedi, 2 juillet, à 8 heures du matin. Une réunion préliminaire de la commission pour délibérer sur la procédure de l'examen aura lieu à une date à fixer par M. le commissaire du Gouvernement.

Art. 5. Les demandes d'admission devront être présentées au Gouvernement avant le 15 juin prochain.

Art. 6. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial* et un exemplaire en sera transmis à chacun des membres de la commission pour lui servir de titre.

Luxembourg, le 30 mai 1932.

*Le Directeur général
de l'Enseignement professionnel,
Et. Schmit.*

Arrêté du 25 mai 1932, portant répartition des subsides en faveur des cours postsecondaires pour l'année scolaire 1931—1932.

Le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement,

Vu l'arrêté grand-ducal du 21 septembre 1915, concernant la répartition des subsides en faveur de l'enseignement postsecondaire ;

Après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Les subsides mentionnés aux colonnes 3 et 6 de l'état ci-après sont accordés aux communes dans l'intérêt des cours postsecondaires qu'elles ont entretenus pendant l'année scolaire 1931—1932.

Art. 2. Ces subsides seront liquidés au profit du collège échevinal des communes intéressées, par imputation sur l'art. 338 du budget des dépenses de 1932.

Art. 3. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 25 mai 1932.

*Le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement,
Jos. Bech.*

Cantons et communes	Montant de la depense	Subside de 60 %	Taux de l'imposition communale	Indemnités fictives	Subsides à raison des im- positions commu- nales	Total des colonnes 3 et 6
1	2	3	4	5	6	7
Ville de Luxembourg.....	49.286 00	29.571 60	130	64.071 80	9.286 55	38.858 15
Canton de Capellen.						
<i>Bascharage.</i>						
Bascharage	1.140 00	684 00	40	456 00	66 09	750 09
Linger.....	546 00	327 60	70	382 20	55 40	383 00
<i>Clemency.</i>						
Clemency	1.100 00	660 00	10	110 00	15 94	675 94
Fingig.....	462 00	277 20	10	46 20	6 70	283 90
<i>Dippach.</i>						
Bettange	560 00	336 00	30	168 00	24 35	360 35
Dippach	560 00	336 00	20	112 00	16 23	352 23
Schouweiler	770 00	462 00	50	385 00	55 80	517 80
Garnich.....	2.180 00	1.308 00	90	1 962 00	284 37	1.592 37
<i>Hobscheid.</i>						
Eischen	3.370 00	2.022 00	75	2.527 50	366 34	2.388 34
Hobscheid.....	2.100 00	1.260 00	75	1.575 00	228 28	1.488 28
<i>Kehlen.</i>						
Kehlen	1.554 00	932 40	110	1.709 40	247 76	1.180 16
Keispelt-Meispelt.....	756 00	453 60	30	226 80	32 87	486 47
Nospelt.....	777 00	466 20	160	1.243 20	180 19	646 39
<i>Kœrich.</i>						
Gœblange.....	1.621 00	972 60	50	810 50	117 47	1.090 07
Kœrich	4.608 00	2.764 80	110	5.068 80	734 67	3.499 47
Kopstal.....	2.340 00	1.404 00	20	468 00	67 83	1.471 83
<i>Mamer.</i>						
Cap	800 00	480 00	90	720 00	104 36	584 36
Holzem.....	1.820 00	1.092 00	110	2.002 00	290 17	1.382 17
Mamer	4.150 00	2.490 00	110	4.565 00	661 65	3.151 65
<i>Septfontaines.</i>						
Greisch.....	480 00	288 00	330	1.584 00	192 00	480 00
Steinfort	4.560 00	2.736 00	100	4.560 00	660 92	3.396 92

Canton d'Esch-s.-Alz.						
<i>Bettembourg.</i>						
Bettembourg	9.920 00	5.952 00	110	10.912 00	1.581 58	7.533 58
Huncherange.....	1.080 00	648 00	110	1.188 00	172 19	820 19
<i>Differdange.</i>						
Differdange	9.980 00	5.988 00	120	11.976 00	1.735 80	7.723 80
Lasauvage	2.355 00	1.413 00	120	2.826 00	409 60	1.822 60
Niedercorn.....	5.520 00	3.312 00	120	6.624 00	960 08	4.272 08
Obercorn	6.880 00	4.128 00	120	8.256 00	1.196 62	5.324 62
<i>Dudelange</i>	9.680 00	5.808 00	120	11.616 00	1.683 62	7.491 62
<i>Esch-s.-Alz.</i>	20 320 00	12.192 00	125	25.500 00	3.695 96	15.887 96
<i>Frisange.</i>						
Aspelt.....	2.320 00	1.392 00	110	2.552 00	369 89	1.761 89
Frisange	1.326 00	795 60	120	1.591 20	230 62	1.026 22
Hellange.....	1.306 00	783 60	140	1.828 40	265 00	1.048 60
<i>Kayl.</i>						
Kayl	5.200 00	3.120 00	110	5.720 00	829 05	3.949 05
Tétange	5.250 00	3.150 00	110	5.775 00	837 02	3.987 02
<i>Leudelange</i>	2.220 00	1.332 00	—	2.220 00	321 77	1.653 77
<i>Mondercange.</i>						
Bergem.....	546 00	327 60	175	955 50	138 49	466 09
Mondercange	2.220 00	1.332 00	110	2.442 00	353 94	1.685 94
Pontpierre	546 00	327 60	200	1.092 00	158 27	485 87
<i>Pétange.</i>						
Lamadelaïne.....	2.280 00	1.368 00	100	2.280 00	330 46	1.698 46
Pétange	3.440 00	2.064 00	110	3.784 00	548 45	2.612 45
Rodange.....	5.280 00	3.168 00	100	5.280 00	765 28	3.933 28
<i>Reckange</i>	1.656 00	993 60	160	2.649 60	384 03	1.377 63
<i>Rœser.</i>						
Berchem.....	560 00	336 00	50	280 00	40 58	376 58
Bivange.....	524 00	314 40	60	314 40	45 57	359 97
Peppange	560 00	336 00	100	560 00	81 17	417 17
Rœser.....	1.141 00	684 60	50	570 50	82 69	767 29
<i>Rumelange</i>	5.883 00	3.529 80	100	5.883 00	852 68	4.382 48

<i>Sanem.</i>						
Belvaux	2.100 00	1.260 00	230	4.830 00	700 05	1.960 05
Sanem	2.040 00	1.224 00	300	6.120 00	816 00	2.040 00
Solœuvre.....	2.160 00	1.296 00	230	4.968 00	720 06	2.016 06
<i>Schifflange</i>	11.750 00	7.050 00	175	20.562 00	2.980 25	10.030 25
Canton de Luxembourg.						
<i>Bertrange</i>	3.920 00	2.352 00	100	3.920 00	568 16	2.920 16
<i>Contern.</i>						
Contern	850 00	510 00	50	425 00	61 60	571 60
Moutfort-Medingen	850 00	510 00	40	340 00	49 28	559 28
Oetrange	850 00	510 00	120	1.020 00	147 84	657 84
<i>Hesperange</i>	2.250 00	1.350 00	70	1.575 00	228 28	1.578 28
<i>Niederanven.</i>						
Ernster.....	800 00	480 00	175	1.400 00	202 92	682 92
Niederanven	1.170 00	702 00	120	1.404 00	203 50	905 50
Oberanven	2.300 00	1.380 00	100	2.300 00	333 36	1.713 36
Senningen	1.170 00	702 00	100	1.170 00	169 58	871 58
<i>Sandweiler</i>	2.860 00	1.716 00	30	858 00	124 36	1.840 36
<i>Schuttrange.</i>						
Munsbach	1.080 00	648 00	100	1.080 00	156 53	804 53
Schuttrange.....	2.080 00	1.248 00	100	2.080 00	301 47	1.549 47
<i>Steinsel.</i>						
Heisdorf	1.600 00	960 00	120	1.920 00	278 28	1.238 28
Steinsel	4.300 00	2.580 00	30	1.290 00	186 97	2.766 97
<i>Strassen</i>	3.720 00	2.232 00	80	2.976 00	431 34	2.663 34
<i>Walferdange</i>	3.620 00	2.172 00	100	3.620 00	524 68	2.696 68
<i>Weiler-la-Tour.</i>						
Hassel.....	1.485 00	801 00	40	594 00	86 09	977 09
Syren.....	1.200 00	720 00	150	1.800 00	260 89	980 89
Canton de Mersch.						
<i>Berg</i>	651 00	390 60	50	325 50	47 18	437 78
<i>Bissen</i>	3.640 00	2.184 00	60	2.184 00	316 55	2.500 55

<i>Bœvange-s.-A.</i>	1.140 00	684 00	120	1.368 00	198 28	882 28
<i>Fischbach</i>	1.660 00	996 00	—	—	—	996 00
<i>Heffingen.</i>						
Heffingen.....	735 00	441 00	190	1.396 50	202 40	643 40
Reuland	756 00	453 60	180	1.360 80	197 23	650 83
<i>Larochette.</i>						
Ernzen	520 00	312 00	120	624 00	90 44	402 44
Larochette	2.400 00	1.440 00	120	2.880 00	417 43	1.857 43
<i>Lintgen</i>	2.180 00	1.308 00	40	872 00	126 39	1.434 39
<i>Lorentzweiler.</i>						
Blaschette.....	1.550 00	930 00	160	2.480 00	359 45	1.289 45
Bofferdange.....	1.170 00	702 00	110	1.287 00	186 54	888 54
Hunsdorf	440 00	264 00	120	528 00	76 53	340 53
Lorentzweiler	1.230 00	738 00	120	1.476 00	213 93	951 93
<i>Mersch.</i>						
Beringen	500 00	300 00	30	150 00	21 74	321 74
Mersch.....	1.998 00	1.198 80	40	799 20	115 84	1.314 64
<i>Nommern.</i>						
Gruchten	520 00	312 00	50	260 00	37 68	349 68
<i>Tuntingen.</i>						
Hollenfels.....	864 00	518 40	125	1.080 00	156 53	674 93
Tuntingen	864 00	518 40	60	518 40	75 14	593 54
Canton de Clervaux.						
<i>Asselborn.</i>						
Asselborn	770 00	462 00	270	2.079 00	301 33	763 33
Boxhorn.....	2.921 00	1.752 60	450	13.144 50	1.168 40	2.921 00
Stockem.....	440 00	264 00	400	1.760 00	176 00	440 00
<i>Bœvange.</i>						
Bœvange	1.800 00	1.080 00	190	3.420 00	495 69	1.575 69
Donnange	2.170 00	1.302 00	340	7.378 00	868 00	2.170 00
Lullange.....	620 00	372 00	210	1.302 00	188 71	560 71
Trome	2.200 00	1.320 00	300	6.600 00	880 00	2.200 00
<i>Clervaux.</i>						
Clervaux	1.860 00	1.116 00	175	3.255 00	471 78	1.587 78
Eselborn.....	340 00	204 00	160	544 00	78 85	282 85
Weicherdange	340 00	204 00	300	1.020 00	136 00	340 00

<i>Consthum.</i>						
Consthum	1.145 00	687 00	180	2.061 00	298 72	985 72
Holsthum	1.092 00	655 20	150	1.638 00	237 41	892 61
<i>Hachville.</i>						
Hachville	1.176 00	705 60	160	1.881 60	272 72	978 32
Hoffelt	737 00	442 20	200	1.474 00	213 64	655 84
<i>Heinerscheid.</i>						
Fischbach	540 00	324 00	310	1.674 00	216 00	540 00
Heinerscheid	1.100 00	660 00	410	4.510 00	440 00	1.100 00
Hupperdange	2.350 00	1.410 00	310	7.285 00	940 00	2.350 00
Lieler	2.200 00	1.320 00	310	6.820 00	880 00	2.200 00
<i>Hosingen.</i>						
Hosingen	4.300 00	2.580 00	200	8.600 00	1.246 48	3.826 48
Bockoltz	840 00	504 00	400	3.360 00	336 00	840 00
Eisenbach	440 00	264 00	410	1.804 00	176 00	440 00
Rodershausen	440 00	264 00	250	1.100 00	159 43	423 43
Walhausen	755 00	453 00	310	2.340 50	302 00	755 00
<i>Munshausen.</i>						
Drauffelt	520 00	312 00	290	1.508 00	208 00	520 00
Marnach	1.480 00	888 00	330	4.884 00	592 00	1.480 00
Munshausen	520 00	312 00	300	1.560 00	208 00	520 00
Roder	520 00	312 00	320	1.664 00	208 00	520 00
<i>Troisvierges.</i>						
Basbellain	916 00	549 60	230	2.106 80	305 35	854 95
Biwisch	440 00	264 00	180	792 00	114 79	378 79
Hautbellain	916 00	549 60	200	1.832 00	265 53	815 13
Huldange	400 00	240 00	200	800 00	115 95	355 95
Wilwerdange	1.490 00	894 00	230	3.427 00	496 70	1.390 70
<i>Weiswampach.</i>						
Beiler	1.550 00	930 00	460	7.130 00	620 00	1.550 00
Binsfeld	1.110 00	666 00	340	3.774 00	444 00	1.110 00
Holler	1.590 00	954 00	360	5.724 00	636 00	1.590 00
Leithum	315 00	189 00	400	1.260 00	126 00	315 00
Weiswampach	4.582 00	2.749 00	290	13.287 80	1.832 80	4.582 00
Canton de Diekirch.						
<i>Bastendorf.</i>						
Brandenbourg	1.110 00	666 00	300	3.330 00	444 00	1.110 00

<i>Bettendorf.</i>						
Bettendorf	2.177 00	1.306 20	100	2.177 00	315 53	1.621 73
Gilsdorf	2.280 00	1.368 00	90	2.052 00	297 42	1.665 42
Mœstroff	440 00	264 00	160	704 00	102 04	366 04
<i>Bourscheid.</i>						
Bourscheid	1.110 00	666 00	200	2.220 00	321 76	987 76
Michelau	1.630 00	978 00	220	3.586 00	519 75	1.497 75
Schlindermanderscheid.....	440 00	264 00	240	1.056 00	153 05	417 05
Welscheid	440 00	264 00	230	1.012 00	146 68	410 68
<i>Diekirch</i>	8.640 00	5.184 00	70	6.048 00	876 60	6.060 60
<i>Ermsdorf.</i>						
Eppeldorf	588 00	352 80	200	1.176 00	170 45	523 25
Ermsdorf	440 00	264 00	140	616 00	89 28	353 28
Stegen	628 00	376 80	—	—	—	376 80
<i>Ettelbruck</i>	7.020 00	4.212 00	50	3.510 00	508 74	4.720 74
<i>Feulen.</i>						
Niederfeulen	2.190 00	1.314 00	200	4.380 00	634 83	1.948 83
Oberfeulen	520 00	312 00	80	416 00	60 29	372 29
<i>Hoscheid</i>	3.810 00	2.286 00	190	7.239 00	1.049 22	3.335 22
<i>Medernach</i>	4.284 00	2.570 40	60	2.570 40	372 55	2.942 95
<i>Mertzig</i>	2.560 00	1.536 00	180	4.608 00	667 88	2.203 88
<i>Reisdorf</i>	3.308 00	1.984 80	50	1.654 00	239 73	2.224 53
<i>Schieren</i>	3.720 00	2.232 00	20	744 00	107 84	2.339 84
Canton de Redange.						
<i>Arsdorf</i>	3.260 00	1.956 00	300	9.780 00	1.304 00	3.260 00
<i>Beckerich.</i>						
Beckerich.....	1.800 00	1.080 00	170	3.060 00	443 52	1.523 52
Elvange.....	1.770 00	1.062 00	180	3.186 00	461 78	1.523 78
Nœrdange	680 00	408 00	120	816 00	118 27	526 27
Oberpallen	440 00	264 00	150	660 00	95 66	359 66
<i>Bettborn.</i>						
Bettborn	2.220 00	1.332 00	130	2.886 00	418 30	1.750 30
Reimberg	400 00	240 00	60	240 00	34 79	274-79

<i>Eil.</i>						
Eil.....	1.998 00	1.198 80	180	3.596 40	521 26	1.720 06
Colpach	440 00	264 00	110	484 00	70 15	334 15
Roodt	440 00	264 00	230	1.012 00	146 68	410 68
<i>Folschette.</i>						
Folschette	1.491 00	894 60	210	3.131 10	453 82	1.348 42
Rambrouch	756 00	453 60	200	1.512 00	219 15	672 75
<i>Perlé.</i>						
Holtz	520 00	312 00	160	832 00	120 59	432 59
Perlé	2.120 00	1.272 00	150	3.180 00	460 90	1.732 90
<i>Redange.</i>						
Lannen.....	1.449 00	869 40	200	2.898 00	420 03	1.289 43
Nagem.....	1.344 00	806 40	170	2.284 80	331 15	1.137 55
Niederpallen	480 00	288 00	170	816 00	118 27	406 27
Redange.....	3.170 00	1.902 00	110	3.487 00	505 40	2.407 40
<i>Useldange.</i>						
Everlange	400 00	240 00	140	560 00	81 17	321 17
Rippweiler	1.000 00	600 00	130	1.300 00	188 42	788 42
Useldange	2.395 00	1.437 00	100	2.395 00	347 13	1.784 13
Vichien	1.950 00	1.170 00	160	3.120 00	452 21	1.622 21
<i>Wahl.</i>						
Buschrodt	560 00	336 00	220	1.232 00	178 57	514 57
Wahl.....	1.188 00	712 80	220	2.613 60	378 81	1.091 61
Canton de Wiltz.						
<i>Boulaide.</i>						
Baschleiden	742 00	445 20	200	1.484 00	215 09	660 29
Boulaide.....	2.275 00	1.365 00	170	3.867 50	560 55	1.925 55
Surré	340 00	204 00	190	646 00	93 63	297 63
Esch-s-la-Sûre	2.345 00	1.407 00	150	3.517 50	509 83	1.916 83
Eschweiler	340 00	204 00	160	544 00	78 85	282 85
<i>Gœsdorf.</i>						
Dahl	756 00	453 60	340	2.570 40	302 40	756 00
Gœsdorf	440 00	264 00	300	1.320 00	176 00	440 00
Nocher	1.217 00	730 20	300	3.651 00	486 80	1.217 00
<i>Harlange.</i>						
Harlange	3.168 00	1.900 80	160	5.068 80	734 67	2.635 47
Tarchamps.....	904 00	542 40	280	2.531 20	361 60	904 00

<i>Heiderscheid.</i>						
Heiderscheid	1.110 00	666 00	320	3.552 00	444 00	1.110 00
Eschdorf	2.220 00	1.332 00	300	6.660 00	888 00	2.220 00
Merscheid	440 00	264 00	360	1.584 00	176 00	440 00
Tadler-Ringel	440 00	264 00	320	1.408 00	176 00	440 00
<i>Kautenbach.</i>						
Kautenbach	440 00	264 00	170	748 00	108 41	372 41
Merkoltz	440 00	264 00	320	1.408 00	176 00	440 00
<i>Mecher.</i>						
Bavigne	400 00	240 00	180	720 00	104 35	344 35
Kaundorf	400 00	240 00	140	560 00	81 17	321 17
Liefrange	540 00	324 00	200	1.080 00	156 53	480 53
Nothum	540 00	324 00	200	1.080 00	156 63	480 53
<i>Oberwampach.</i>						
Brachtenbach	1.050 00	630 00	280	2.940 00	420 00	1.050 00
Derenbach	340 00	204 00	170	578 00	83 78	287 78
Niederwampach	340 00	204 00	190	646 00	93 63	297 63
<i>Wiltz</i>	3.330 00	1.998 00	160	5.328 00	772 24	2.770 24
<i>Wilwerwiltz.</i>						
Enscherange	3.240 00	1.944 00	180	5.832 00	845 29	2.789 29
Pintsch	480 00	288 00	280	1.344 00	192 00	480 00
Wilwerwiltz	480 00	288 00	180	864 00	125 23	413 23
<i>Winseler.</i>						
Berlé	440 00	264 00	230	1.012 00	146 68	410 68
Doncols	440 00	264 00	220	968 00	140 30	404 30
Nœrtrange	440 00	264 00	220	968 00	140 30	404 30
Winseler	440 00	264 00	240	1.056 00	153 05	417 05
Canton de Vianden.						
<i>Fouhren.</i>						
Bettel	440 00	264 00	120	528 00	76 53	340 53
Fouhren	440 00	264 00	200	880 00	127 55	391 55
<i>Putscheid.</i>						
Bivels	440 00	264 00	260	1.144 00	165 81	429 81
Stolzembourg	440 00	264 00	180	792 00	114 79	378 79
<i>Vianden</i>	4.920 00	2.952 00	120	5.904 00	855 72	3.807 72
Canton d'Echternach.						
<i>Beaufort</i>	4.110 00	2.466 00	30	1.233 00	178 71	2.644 71

<i>Bech.</i>						
Altrier-Hersberg	520 00	312 00	140	728 00	105 52	417 52
Bech	2.100 00	1.260 00	20	420 00	64 16	1.321 16
Hemsthal	1.514 00	908 40	50	757 00	109 72	1.018 12
<i>Berdorf.</i>						
Berdorf	1.512 00	907 20	—	—	—	907 20
Bollendorf	440 00	264 00	100	440 00	63 77	327 77
<i>Consdorf.</i>						
Breidweiler	500 00	300 00	40	200 00	28 99	328 99
Consdorf	3.080 00	1.848 00	80	2.464 00	357 13	2.205 13
Scheidgen	540 00	324 00	80	432 00	62 61	386 61
<i>Feltternach</i>	3.220 00	1.932 00	100	3.220 00	466 70	2.398 70
<i>Mompach.</i>						
Born	840 00	504 00	180	1.512 00	219 15	923 15
Herborn	1.408 00	844 80	—	—	—	844 80
Mœrsdorf	440 00	264 00	160	704 00	102 04	366 04
<i>Rosport.</i>						
Oswiler	1.554 00	932 40	100	1.554 00	225 24	1.157 64
<i>Waldbillig.</i>						
Haller	1.117 00	670 20	140	1.563 80	226 66	896 86
Waldbillig	735 00	441 00	210	1.543 50	223 71	664 71
Canton de Grevenmacher.						
<i>Betzdorf.</i>						
Mensdorf	777 00	466 20	60	466 20	67 57	533 77
Olingen	1.210 00	726 00	70	847 00	122 76	848 76
Roodt	440 00	264 00	90	396 00	57 40	321 40
<i>Biver.</i>						
Biver-Wecker gare	2.097 00	1.258 20	40	838 80	121 58	1.379 78
<i>Flaxweiler.</i>						
Beyern	1.800 00	1.080 00	90	1.620 00	234 80	1.314 80
Gostingen	1.080 00	648 00	40	432 00	62 61	710 61
Niederdonven	1.080 00	648 00	260	2.808 00	406 99	1.054 99
<i>Grevenmacher</i>	2.800 00	1.680 00	100	2.800 00	405 83	2.085 83
<i>Junglinster.</i>						
Bourglinster	1.080 00	648 00	210	2.268 00	328 72	976 72
Eisenborn	560 00	336 00	100	560 00	81 17	417 17

Godbrange.....	560 00	336 00	210	1.176 00	170 45	506 45
Junglinster	1.080 00	648 00	240	2.592 00	375 68	1.023 68
<i>Manternach.</i>						
Berbourg.....	1.512 00	907 20	80	1.209 60	175 32	1.082 52
Lellig	440 00	264 00	30	132 00	19 13	283 13
Manternach	440 00	264 00	40	176 00	25 50	289 50
<i>Mertert.</i>						
Mertert.....	3.130 00	1.878 00	100	3.130 00	453 66	2.331 66
Wasserbillig.....	4.330 00	2.598 00	100	4.330 00	627 59	3.225 59
<i>Rodenbourg.</i>						
Beidweiler.....	520 00	312 00	100	520 00	75 37	387 37
Gonderange	440 00	264 00	220	968 00	140 30	404 30
<i>Wormeldange.</i>						
Ehnen.....	2.240 00	1.344 00	110	2.464 00	357 13	1.701 13
Machtum	1.110 00	666 00	220	2.442 00	353 94	1.019 94
Wormeldange	3.520 00	2.112 00	86	2.816 00	408 15	2.520 15
Canton de Remich.						
<i>Bous.</i>						
Bous	777 00	466 20	110	851 70	123 88	590 08
Erpeldange	340 00	204 00	50	170 00	24 64	228 64
<i>Burmerange</i>	1.276 00	765 60	190	2.424 40	351 39	1.116 99
<i>Dalheim.</i>						
Dalheim	2.310 00	1.386 00	30	693 00	100 44	1.486 44
Filsdorf	1.990 00	1.194 00	75	1.492 50	216 32	1.410 32
<i>Lenningen.</i>						
Canach	3.260 00	1.956 00	30	978 00	141 75	2.097 75
<i>Mondorf-les-Bains.</i>						
Altwies	540 00	324 00	120	648 00	93 92	417 92
Ellange.....	560 00	336 00	50	280 00	40 58	376 58
Mondorf-les-Bains	1.515 00	909 00	80	1.212 00	175 67	1.084 67
<i>Remerschen.</i>						
Remerschen.....	2.400 00	1.440 00	110	2.640 00	382 64	1.822 64
Schengen	1.140 00	684 00	150	1.710 00	247 85	931 85
Wintrange	520 00	312 00	40	208 00	30 15	342 15
<i>Remich</i>	2.800 00	1.680 00	150	4.200 00	608 75	2.288 75

<i>Stadtbredimus</i>	840 00	504 00	30	252 00	36 52	540 52
<i>Waldbredimus.</i>						
Trintangé.....	1.760 00	1.056 00	140	2.464 00	357 13	1.413 13
Waldbredimus.	440 00	264 00	140	616 00	89 28	353 28
<i>Wellenstein.</i>						
Schwebsingen.	520 00	312 00	150	780 00	113 05	425 05
Wellenstein.....	2.180 00	1.308 00	150	3.270 00	473 95	1.781 95

Arrêté du 31 mai 1932, concernant le tarif des douanes.

Le Directeur général des finances,

Vu l'art. 4 de la Convention du 25 juillet 1921, établissant une union économique entre le Grand-Duché et la Belgique ;

Vu l'arrêté royal belge du 29 avril 1932 et l'arrêté ministériel belge du 27 mai 1932, concernant l'un et l'autre, le tarif des douanes ;

Après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Arrête :

Article unique. L'arrêté royal belge précité, du 29 avril 1932, concernant le tarif des douanes, et l'arrêté ministériel précité, du 27 mai 1932, concernant le même objet, seront publiés au *Mémorial* pour être exécutés et observés dans le Grand-Duché à partir de leur mise en vigueur en Belgique.

Luxembourg, le 31 mai 1932.

Le Directeur général des finances,

P. Dupong.

Arrêté royal belge du 29 avril 1932, concernant le tarif des douanes.

ALBERT, Roi des Belges, etc.

Vu l'art. 2 de la loi du 10 juin 1920, conçu comme il suit :

» Quand, pour des raisons pressantes d'ordre économique, des changements doivent être apportés d'urgence au tarif des douanes, le Gouvernement est autorisé à prescrire l'application anticipée de nouveaux droits, sous la condition de déposer aux Chambres immédiatement si elles sont réunies, sinon dans leur plus prochaine session, un projet de loi qui ratifie la mesure.

» Si le projet n'est pas adopté, les droits perçus ou, le cas échéant, l'excédent de ces droits par rapport à ceux qui ressortent de l'ancien tarif, seront restitués dans la forme à déterminer par le Ministre des finances ;»

Considérant que, dans les circonstances économiques actuelles, il y a lieu, pour les meubles qui figurent sous les positions ci-après du tarif, de reviser le taux des droits d'entrée, aux fins d'empêcher que, sur le marché belge, les conditions de la concurrence ne soient dangereusement viciées ;

Sur la proposition de Nos Ministres réunis en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article unique. § 1^{er}. Le litt. b de la rubrique n° 677 du tarif : Meubles en bois, non dénommés ailleurs, est remplacé par le texte suivant :

	Base	Quotité		Coefficient de majoration	Droit applicable
		Tarif maximum	Tarif minimum		
b) autres que sièges, plaqués et contre plaqués de toute espèce de bois	100 kil.	Fr. c. 1.200	Fr. c. 400	—	Fr. c. 400
§ 2. Le litt. c de la rubrique n° 678 : Meubles en bois garnis ou recouverts, est modifié ainsi qu'il suit :					
	Base	Tarif maximum	Tarif minimum	Coefficient de majoration	Droit applicable
c) de tissus de coton, de lin, de laine, de jute et autres	100 kil.	Fr. c. 1.200	Fr. c. 400	—	Fr. c. 400

Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera obligatoire à partir du 30 mai 1932.

Arrêté ministériel belge du 27 mai 1932, concernant le tarif des douanes.

Le Premier Ministre, Ministre des Finances,

Vu l'art. 9 de la loi du 23 mars 1932 établissant un décime et demi additionnel au montant des droits de douane, aussi l'art. 10 en vertu duquel le Ministre des finances est autorisé, moyennant l'avis conforme du Conseil de Cabinet, à apporter, dans l'application de la loi, telles mesures d'adaptation ou d'atténuation que lui paraîtra commander l'intérêt général ;

Considérant que, pour les meubles repris à l'arrêté royal du 29 avril 1932, les droits fixés comportent une incidence que les circonstances commandent de ne pas dépasser ;

De l'avis conforme du Conseil de Cabinet ;

Arrête :

Article unique. — Il est accordé dispense du décime et demi additionnel en ce qui concerne les droits sur les meubles dénommés à l'arrêté royal du 29 avril 1932.

Le présent arrêté entrera en vigueur le 30 mai 1932.

Avis. — Justice. — Par arrêté g.-d. du 26 mai 1932, M. H.-E. François, juge au tribunal d'arrondissement de Diekirch, a été nommé juge-commissaire aux ordres auprès le même tribunal pour la durée d'une année, à partir du 1^{er} avril 1932. — 27 mai 1932.

Avis. — Protection des oiseaux utiles à l'agriculture. — D'après une communication du Gouvernement Français, la République de Pologne a adhéré, le 11 mai 1932, à la Convention internationale pour la protection des oiseaux utiles à l'agriculture, signée à Paris, le 19 mars 1902. (*Mémorial* 1906, p. 1177 et ss.). — 25 mai 1932.

Arrêté du 31 mai 1932, portant modification des taux de mouture et de mélange du froment resp. des farines de froment, du seigle resp. des farines de seigle, fixés par l'arrêté du 30 octobre 1931.

Le Conseil du Gouvernement.

Vu l'arrêté grand-ducal du 31 janvier 1930, concernant la mouture obligatoire des blés indigènes ;

Revu l'arrêté du 8 février 1930, pris en exécution de l'arrêté grand-ducal du 31 janvier 1930, concernant la mouture obligatoire des blés indigènes, et notamment l'art. 1^{er} de cet arrêté portant fixation des taux de mouture et de mélange obligatoires ;

Revu l'arrêté du 30 octobre 1931, portant modification des taux de mouture et de mélange ;

Arrête :

Art. 1^{er}. L'arrêté du 30 octobre 1931 est rapporté.

Art. 2. A partir du 6 juin 1932 le pourcentage minimum des blés indigènes que les meuniers devront obligatoirement employer à la fabrication des farines destinées à la panification et aux divers usages alimentaires dans le pays est fixé à 25%, soit 20% pour le froment et 5% pour le seigle.

Le pourcentage minimum des farines provenant de blés indigènes que devront obligatoirement et d'une façon générale contenir le pain et les farines fabriqués, mis en vente, vendus ou transportés dans le pays, et destinés à la consommation indigène, est fixé à 25%, dont 20% de farine de froment et 5% de farine de seigle.

Art. 3. Le présent arrêté sera publié au *Mémorial*.

Luxembourg, le 31 mai 1932.

Les Membres du Gouvernement,

**Jos. Bech.
Norb. Dumont.
Et. Schmit.
P. Dupong.**

Beschluß vom 31. Mai 1932, betreffend Abänderung der durch den Beschluß vom 30. Oktober 1931 festgesetzten Vermahlungs- und Mischungssätze für Weizen und Weizenmehl sowie für Roggen und Roggenmehl.

Die Regierung im Konseil;

Nach Einsicht des Großh. Beschlusses vom 31. Januar 1930, betreffend den Vermahlungszwang von Inlandsgetreide;

Nach Einsicht des Beschlusses vom 8. Februar 1930, in Ausführung des Großh. Beschlusses vom 31. Januar 1930, betreffend den Vermahlungszwang von Inlandsgetreide, insbesondere des Art. 1 dieses Beschlusses über die Festsetzung der Vermahlungs- und Mischungssätze;

Nach Einsicht des Beschlusses vom 30. Oktober 1931 betr. Abänderung der Vermahlungs- und Mischungssätze;

Beschließt:

Art. 1. Der Beschluß vom 30. Oktober 1931 ist außer Kraft gesetzt.

Art. 2. Ab 6. Juni 1932 ist der Mindestprozent-satz an Inlandsgetreide, das die Müller bei der Herstellung von Mehl, das zur Brotbereitung und zu sonstigen Ernährungszwecken im Inland bestimmt ist, zu vermahlen verpflichtet sind, auf 25% d. i. 20% für den Weizen und 5% für den Roggen, festgesetzt.

Der Mindestprozent-satz an Mehl aus inländischem Getreide, welches im Allgemeinen das zum Inlandsverbrauch hergestellte, verkaufte und transportierte Brot und Mehl enthalten müssen, ist auf 25%, wovon 20% Weizenmehl und 5% Roggenmehl, festgesetzt.

Art. 3. Dieser Beschluß wird im „Memorial“ veröffentlicht.

Luxembourg, den 31. Mai 1932.

Die Mitglieder der Regierung:

**Jos. Bech.
Norb. Dumont.
Et. Schmit.
P. Dupong.**

Circulaire du 27 mai 1932, aux administrations communales, relative à l'organisation des écoles primaires pour l'année scolaire 1932—1933.

Travail organique. — Conformément aux art. 20 et 61 de la loi scolaire et au règlement du 12 juin 1919, les administrations communales auront à délibérer, dans le courant du mois de juin, sur l'organisation des écoles primaires et cours post-scolaires de leur ressort pour l'année 1932—1933. — En ce qui concerne les écoles primaires et primaires supérieures, une organisation-type a été arrêtée en 1929 pour valoir jusqu'à l'année scolaire 1932—1933 inclusivement. Ce fait ne dispense pas les administrations communales de prendre une délibération spéciale sur la question de savoir si cette organisation est à maintenir telle quelle, ou s'il échet d'y apporter des modifications. Il importe qu'il soit procédé à ces délibérations dès le mois de juin. Pour des changements d'ordre secondaire (horaire etc.) il suffira que les administrations communales se mettent d'accord avec les inspecteurs d'arrondissement, auxquels les propositions afférentes sont donc à soumettre en temps utile. — Quant aux cours post-scolaires, chaque administration communale devra procéder à l'élaboration d'une nouvelle organisation pour l'année scolaire 1932—1933. — Le rôle des enfants débutants est à établir en temps utile par les soins de la commission scolaire et à remettre au personnel enseignant avant la rentrée des classes; les titulaires des écoles contrôleront et vérifieront ce relevé pour le transmettre dans les huit jours après la rentrée, par voie directe, à l'inspecteur d'écoles.

Nominations. — Dans certaines communes les délais apportés dans les nominations du personnel enseignant ont donné lieu à des irrégularités. Pour prévenir toute difficulté, j'invite les administrations communales à publier les postes vacants dès le commencement des grandes vacances et à procéder aux nominations le plus tôt possible, au plus tard dans la huitaine après que les propositions de l'inspectoral leur seront parvenues. Il est de toute importance pour la marche régulière de l'enseignement que particulièrement les grands centres se tiennent strictement à cette instruction.

Enseignement religieux. — La délibération organique doit être accompagnée du tableau des heures

Rundschreiben vom 27. Mai 1932, an die Gemeindeverwaltungen, die Einrichtung der Primärschulen für das Schuljahr 1932—1933 betreffend.

Organische Beratung. — Gemäß Art. 20 und 61 des Schulgesetzes und in Ausführung des Reglements vom 12. Juni 1919 werden die Gemeindeverwaltungen sich im Laufe des Monats Juni mit der Einrichtung ihrer Primärschulen und Fortbildungskurse für das Schuljahr 1932—1933 zu befassen haben. — Für die Primär- und Oberprimärschulen wurde 1929 eine Grundorganisation aufgestellt, die bis zum Schuljahr 1932—1933 einschließlich Geltung hat. Die Gemeindeverwaltungen sind nichtsdestoweniger gehalten, sich durch Sonderberatung über die Frage zu äußern, ob die bestehende Organisation in allen Punkten beibehalten werden soll, oder ob Änderungen daran vorzunehmen sind. Zu dieser Beratung muß sofort im Monat Juni geschritten werden. Für belanglose Änderungen (Stundenplan usw.) genügt es, daß die Gemeindeverwaltungen sich mit den Schulpflichtern verständigen, die also rechtzeitig mit den diesbezüglichen Vorschlägen zu befassen sind. — Was die Fortbildungskurse anbelangt, so werden alle Gemeindeverwaltungen eine neue Organisation für das Schuljahr 1932—1933 ausarbeiten müssen. — Die Liste der neu eintretenden Schüler ist rechtzeitig durch die Schulkommission aufzustellen und dem Lehrpersonal vor dem Schulbeginn einzuhändigen; das Lehrpersonal prüft und berichtigt diese Liste und übermittelt sie dem Inspektor spätestens acht Tage nach dem Beginn der Schulen.

Ernennungen. — In verschiedenen Gemeinden haben die Verzögerungen bei Lehrernennungen Anlaß zu Unregelmäßigkeiten gegeben. Um jeder Schwierigkeit vorzubeugen, ersuche ich die Gemeindeverwaltungen, die erledigten Stellen sofort bei Beginn der Herbstferien zu veröffentlichen und baldmöglichst, zumindest acht Tage nach Einlauf der Vorschläge des Inspektorats, die Ernennungen vorzunehmen. Es ist von großer Wichtigkeit für den regelrechten Betrieb des Unterrichts, daß diese Anweisung namentlich in größeren Zentren genau beobachtet werde.

Religionsunterricht. — Der Stundenplan des Religionsunterrichts, bezw. eine Aufstel-

d'enseignement religieux, resp. des modifications y apportées, tant pour le semestre d'été que pour le semestre d'hiver. Ce tableau renseignera le nombre des leçons données par les ministres du culte et les suppléants. — Je rappelle aux intéressés les règles établies par l'instruction ministérielle du 26 novembre 1921, au sujet du remplacement temporaire des ministres du culte (*Mémorial* p. 1321; Code Wagener, p. 318). Dans l'intérêt des écoles et du service de surveillance, il importe particulièrement que les règles à suivre pour les absences imprévues ne soient pas confondues avec celles qu'il faut observer pour les absences prévues en temps utile, pour porter le changement à la connaissance de l'inspecteur, ainsi que pour les absences temporaires à cause de maladie ou d'accident et à défaut d'un suppléant légal. Ce n'est que dans ce dernier cas que l'instituteur informé donnera, les jours d'enseignement religieux, son enseignement profane pendant les deux premières heures de la classe du matin, resp. de l'après-midi; dans les cas non prévus en temps utile, il fera la classe d'après le plan d'heures de l'école.

Congés. — Des congés pour convenances personnelles ne pourront être accordés au personnel enseignant que dans les conditions fixées par l'art. 5 du règlement du 30 mars 1915 (*Mémorial* p. 335, Code Wagener, p. 197); pour une absence de plus de deux jours, l'autorisation de l'inspecteur est requise en dehors de celle du bourgmestre. La question des congés pour l'assistance aux enterrements est réglée par la circulaire du 23 mai 1922, à laquelle je renvoie. (*Mémorial* p. 581, Code Wagener, p. 199).

Services périscolaires. — Tous les services périscolaires (bains, douches, cliniques dentaires, visites des médecins scolaires, resp. des infirmières etc.) sont à fixer en dehors des heures de classe.

Cours postsecondaires et 8^{me} année d'études. — Conformément à l'art. 1^{er}, al. 2. de la loi scolaire, les administrations communales peuvent, sous l'approbation du Gouvernement, étendre la scolarité obligatoire, entre autres, au semestre d'hiver de la 8^{me} année d'études. Cette mesure s'impose dans le cas où le nombre des élèves des deux années post-

luntg der daran vorgenommenen Abänderungen sind sowohl für das Sommer- als für das Winterhalbjahr der Schulorganisation beizufügen. In der diesbezüglichen Anlage ist auch die Zahl der von den Kultusdienern und ihren Ersatzpersonen zu erteilenden Religionsstunden anzugeben. — Ich verweise alle Beteiligten auf die durch Rundschreiben vom 26. November 1921 betreffs der zeitweiligen Ersetzung der Kultusdiener festgesetzten Regeln (*Mémorial* S. 1321; Sammlung Wagener, S. 318). Im Interesse der Schulen und des Inspektionsdienstes sind vor allem die für unvorhergesehene Abwesenheiten aufgestellten Regeln nicht mit jenen zu verwechseln, die bei rechtzeitig voraus gesehener und dem Inspektor im voraus mitzuteilender Abwesenheiten einzuhalten sind, oder auch bei zeitweiligen Abwesenheiten wegen Krankheit oder Unfall, falls keine gesetzliche Ersatzperson zur Verfügung steht. Nur in diesem letzten Falle wird der davon verständigte Lehrer an Tagen mit Religionsstunden seinen Profanunterricht während der zwei ersten Vormittags-, bezw. Nachmittagsstunden erteilen; bei nicht vorhergesehenen Abwesenheiten wird der Unterricht gemäß dem Stundenplan erteilt.

Urlaub. — Urlaub aus persönlichen Gründen darf den Lehrpersonen nur unter den durch Art. 5 des Reglements vom 30. September 1915 festgesetzten Bedingungen gewährt werden (*Mémorial* S. 335, Sammlung Wagener, S. 197); für eine Abwesenheit von mehr als zwei Tagen bedarf der Lehrer der Ermächtigung des Inspektors außer jener des Bürgermeisters. Die Frage der Beurlaubung zwecks Beteiligung an Begräbnissen ist durch Rundschreiben vom 23. Mai 1923 geregelt, auf das ich hiermit verweise (*Mémorial* S. 581, Sammlung Wagener, S. 199).

Nebeneinrichtungen der Schule. — Alle Nebeneinrichtungen der Schule (Bader, Brauerbad, Zahnkliniken, Besuche des Schularztes oder der Pflegerinnen usw.) sind außerhalb der Schulstunden anzusehen.

Fortbildungskurse und achtes Schuljahr. — Gemäß Art. 1, Abs. 2, des Schulgesetzes können die Gemeindeverwaltungen mit Genehmigung der Regierung die Schulpflicht unter andern auf das Winterhalbjahr des 8. Schuljahres verlängern. Diese Maßnahme wird zur Notwendigkeit, falls die Zahl der Schüler bei der Fortbildungsjahr-

scolaires ne suffit pas pour l'organisation d'un cours post-scolaire. Mais elle ne saurait être prise dans le but manifeste de ramener au-dessous du minimum prescrit de cinq le nombre total des élèves post-scolaires, afin de dispenser ainsi les élèves de deuxième année de la fréquentation d'un cours. — Les élèves de l'âge primaire obligatoire, qui fréquentent une école primaire supérieure ou un établissement d'enseignement moyen ou professionnel, ne sont pas admissibles aux cours post-scolaires. L'organisation de cours post-scolaires spéciaux, en vertu de l'art. 58, al. 1^{er} de la loi, ne peut être approuvée que s'il s'agit d'un nombre suffisant d'élèves n'ayant pas d'autre occasion de se perfectionner. — Dans les localités où la scolarité obligatoire a été prolongée d'une année, cette mesure exerce également son effet sur les enfants forains placés chez des patrons. En conséquence, ces enfants sont également soumis à l'obligation scolaire pendant une huitième année. Au cas où ils restent domiciliés chez leurs parents, il faudra distinguer entre ceux qui rentrent chez eux tous les soirs et ceux qui ne rentrent qu'une fois par semaine. Les premiers résident chez leurs parents, et sont donc, conformément aux art. 3 et 17 de la loi, soumis à la scolarité de la résidence des parents : les seconds sont soumis à la scolarité de la résidence du patron, c'est-à-dire, astreints à suivre l'école primaire pendant une huitième année. — En ce qui concerne les enfants qui, à l'âge de 15 ans, atteint au 1^{er} novembre, se placent en condition dans une localité ayant prolongé la scolarité, ils ne sauraient être forcés de fréquenter les cours post-scolaires de cette localité, s'ils justifient avoir suivi pendant deux années les cours post-scolaires de leur domicile précédent.

Dispenses de fréquentation scolaire. — Pour les dispenses de fréquentation scolaire, je renvoie aux instructions afférentes de ma circulaire du 12 juin 1931 (*Mémorial* p. 435).

Luxembourg, le 27 mai 1932.

Le Ministre d'Etat,
Président du Gouvernement,
Jos. Bech.

gange für die Einrichtung eines Fortbildungskurses nicht hinreicht. Doch darf sie nicht zu dem offensichtlichen Zweck getroffen werden, die Gesamtzahl der Fortbildungsschüler unter die vorgeschriebene Mindestzahl von fünf herabzusetzen, und auf diese Weise die Schüler des zweiten Jahrganges vom Besuch eines Kurses zu entbinden. — Schüler, die eine Oberprimarschule oder eine Anstalt für mittlern oder gewerblichen Unterricht besuchen, während sie noch im Primärschulpflichtalter stehen, können nicht in die Fortbildungskurse aufgenommen werden. Die Einrichtung von Spezialfortbildungskursen, wie sie durch Art. 58, Abs. 1, des Schulgesetzes vorgesehen sind, kann nur dann genehmigt werden, wenn genügend Schüler vorhanden sind, die keine andere Ausbildungsgelegenheit haben. — In den Ortschaften, wo die Schulpflicht um ein Jahr verlängert ist, wirkt sich diese Maßnahme auch auf die auswärtigen Kinder aus, die bei Arbeitgebern beschäftigt sind. Die Schulpflicht ist somit auch für diese Kinder um ein Jahr verlängert. Falls sie bei ihren Eltern wohnhaft bleiben, kommt es darauf an, ob sie jeden Abend zu ihren Eltern zurückkehren, oder ob dies nur einmal wöchentlich geschieht. Im ersteren Falle behalten die Kinder ihren Wohnsitz bei den Eltern und unterliegen deshalb, gemäß Art. 3 und 17 des Schulgesetzes, den im Wohnort ihrer Eltern geltenden Bestimmungen über die Schulpflicht. Im letzteren Falle unterliegen sie der Schulpflicht im Wohnort des Arbeitgebers und müssen somit die Primärschule während eines achten Jahres besuchen. — Was die Kinder anbelangt, die am 1. November 15 Jahre alt sind und in einer Ortschaft mit verlängerter Schulpflicht in Dienst treten, so können sie nicht zum Besuch der Fortbildungskurse dieser Ortschaft gezwungen werden, wenn sie nachweisen, daß sie in ihrem früheren Wohnort zwei Jahre hindurch den Fortbildungsunterricht besucht haben.

Schuldissen. — Bezüglich der Schuldispensen verweise ich auf die diesbezüglichen Anweisungen meines Rundschreibens vom 12. Juni 1931 (*Mémorial* S. 435).

Luxembourg, den 27. Mai 1932.

Der Staatsminister,
Präsident der Regierung,
Jos. Bech.

Avis. — Jury d'examen. — Le jury d'examen pour le droit se réunira en session extraordinaire du 21 juin au 21 juillet 1932, dans une des salles du Palais de Justice à Luxembourg, à l'effet de procéder à l'examen de Melle Berthe *Gehlen* de Luxembourg, MM. Pierre *Bauler* d'Ettelbruck, Edmond *Bian* de Dommeldange, Georges *Govers* d'Echternach, Nicolas *Haas* de Gœtzange, Emile *Neuman* de Feulen, Georges *Reuter* de Luxembourg, Maurice *Thorn* de Luxembourg, Louis *Tibesar* d'Ingeldorf et Ernest *Wurth* de Wormeldange, récipiendaires pour le second examen du doctorat en droit.

L'examen écrit aura lieu pour tous les récipiendaires le mardi, 21 juin prochain, de 9 h. du matin à midi et de 3 à 6 h. de relevée.

Les épreuves orales sont fixées comme suit: pour M. *Bauler* au samedi, 25 juin, pour M. *Bian* au lundi, 27 juin, pour Melle *Gehlen* au jeudi, 30 juin, pour M. *Govers* au samedi, 2 juillet, pour M. *Haas* au jeudi, 7 juillet, pour M. *Neuman* au samedi, 9 juillet, pour M. *Reuter* au lundi, 11 juillet, pour M. *Thorn* au jeudi, 14 juillet, pour M. *Tibesar* au samedi, 16 juillet et pour M. *Wurth* au jeudi, 21 juillet, chaque fois à 3 heures de relevée. — 3 juin 1932.

Avis. — Bourses d'études. — Le Département de l'Instruction publique n'ayant été saisi jusqu'ici, pour l'exercice du droit de collation de la bourse vacante *Tandel*, que de demandes de descendants d'une seule des quatre branches des frères et sœur du fondateur (branche Jean *Tandel*), le délai prévu par l'avis publié au n° 21 du *Mémorial* de l'année courante pour la présentation des demandes en vue de l'exercice du droit de collation en question, est prorogé jusqu'au 15 juin prochain. — 31 mai 1932.

Avis. — Titres au porteur. — Suivant notification de l'intéressé du 18 mai 1932, mainlevée pure et simple a été donnée de l'exploit de l'huissier Math. Hommel à Luxembourg, en date du 19 décembre 1931, pour autant qu'il forme opposition au paiement du capital et des intérêts des Bons du Trésor suivants de l'Etat grand-ducal:

Lit. A à 1.000 fr. n° 4077 à 4085.

Lit. B à 10.000 fr. n° 413.

Le présent avis est inséré au *Mémorial* en exécution de l'art. 22 de la loi du 16 mai 1891, concernant la perte de titres au porteur. — 23 mai 1932.

— Il résulte d'un exploit de l'huissier Armand Thibeau à Luxembourg, en date du 28 mai 1932, qu'il a été fait opposition au paiement du capital et des intérêts d'une obligation de la Société des Hauts Fourneaux et Acieries de Differdange-St. Ingbert-Rumelange, portant le n° 35725, d'une valeur nominale de cinq cents francs.

L'opposant prétend que la feuille de capital du titre en question a été perdue ou volée.

Le présent avis est inséré au *Mémorial* en exécution de l'art. 4 de la loi du 16 mai 1891, concernant la perte des titres au porteur. — 30 mai 1932.

Avis. — Association syndicale. — Par arrêté du 30 mai 1932, l'association syndicale pour la construction d'un chemin d'exploitation aux lieux dits: « In der Telmt », « Auf Thielenwies », « Auf dem Rodenbusch » etc. à Merkholtz, dans la commune de Kautenbach, a été autorisée.

Cet arrêté ainsi qu'un double de l'acte d'association sont déposés au Gouvernement et au secrétariat communal de Kautenbach. — 30 mai 1932.

Avis. — Sociétés d'élevage. — Conformément à l'art. 2 de la loi du 27 mars 1900, la « Société d'élevage de Beitel » a déposé au secrétariat communal de Foubren, l'un des doubles de l'acte d'association, sous seing privé, dûment enregistré, ainsi qu'une liste indiquant les nom, profession et domicile des administrateurs et de tous les associés. — 26 mai 1932.

Avis. — Assurance-maladie. — Par arrêté de M. le Directeur général du travail et de la prévoyance sociale, en date du 23 mai 1932, les modifications suivantes, apportées à l'art. 19 des statuts de la caisse industrielle de maladie Arbed, usines à Dommeldange, par décision de l'assemblée générale du 28 avril 1932, ont été approuvées.

Texte des modifications :

Art. 19, Ziff. 1, Abs. 2 : Die Preise dieser Tickets sind, wie folgt, festgesetzt :

für eine Konsultation bei einem praktischen Arzt	Fr. 1,50
für eine Konsultation bei einem Spezialarzt	» 4,00
für einen Besuch des praktischen Arztes beim Kranken	» 2,00
für einen Besuch des Spezialarztes beim Kranken	» 4,50
für ärztliche Reiseentschädigung, pro Kilometer	» 2,00

Entfernung vom nächstwohnenden Arzt berechnet.

Für Nachtkonsultationen, Besuche und Reisen, sowie für solche an Sonn- und Feiertagen, wird der Betrag der Tickets verdoppelt.

Ziff. 4 : 75% des Rezeptwertes gemäß der offiziellen Arzneitaxe für Arznei und sonstige in den Apotheken bezogene Heilmittel, sei es auf ein ärztliches Rezept oder auf einen « Bon » der Kassenverwaltung ; 50% des Wertes für fabrikmäßig hergestellte Zubereitungen (Spezialitäten) in Originalpackung und für die kleinste Packung. Alle in Rechnung gestellte Verordnungen müssen den Revisionsvermerk entweder des Kontrollarztes oder des Apothekerrevisors und der Kassenverwaltung tragen.

Die Kasse verpflichtet sich nur für diese Verordnungen, Zahlung zu leisten.

Ziff. 9 : Die Kasse gewährt einen einmaligen Entbindungsbeitrag (indemnité forfaitaire pour frais d'accouchement) in Höhe der im offiziellen Honorartarif vom 1. Juli 1926 sub. 171^oa festgesetzten Hebammengebühr an die nicht versicherten Frauen der Mitglieder, sofern letztere zur Zeit der Niederkunft der Ehefrau eine sechsmonatige Mitgliedschaft bei der Kasse nachweisen.

Anmerkung. Als Familienangehörigen eines Kassenmitgliedes sind anzusehen :

- 1) Die Ehegattin, oder die an Stelle der verstorbenen oder invaliden Mutter den Haushalt führende Tochter ;
- 2) Die Kinder und Stiefkinder, solange sie keine gewinnbringende Arbeit verrichten, höchstens bis zum vollendeten 16. Lebensjahr. Ferner über 16 Jahre alte Kinder, die infolge Gebrechens dauernd erwerbsunfähig sind.
- 3) Die Eltern und Schwiegereltern des Kassenmitgliedes, falls dieses *nachweislich ausschliesslich* für deren Lebensunterhalt aufkommt. — 23 mai 1932.

Avis. — Règlement communal. — En séance du 16 avril 1932, le conseil communal de Schiffange a modifié le règlement sur la conduite d'eau de cette commune. Cette modification a été dûment approuvée et publiée. — 28 mai 1932.

Avis. — Associations syndicales. — En conformité de l'art. 6 de la loi du 28 décembre 1883, l'association syndicale libre pour l'établissement d'un chemin d'exploitation dans les haies aux lieux dits : « Schmoleck », « Maes », etc., à Bockholtz-s.-Sûre, a déposé un double de l'acte d'association au Gouvernement et au secrétariat communal de Gœsdorf. — 3 juin 1932.

Avis. — Sociétés d'élevage. — Conformément à l'art. 2 de la loi du 27 mars 1900, la société d'élevage « Rinder-Zucht-Genossenschaft von Reckingen » a déposé au secrétariat communal de Reckange-s.-M. l'un des doubles de l'acte d'association sous seing privé dûment enregistré, ainsi qu'une liste indiquant les nom, profession et domicile des administrateurs et de tous les associés. — 3 juin 1932.

Caisse d'épargne. — Déclaration de perte de livrets. -- Aux dates des 23 avril, 2 et 9 mai 1932, les livrets nos 30216, 260300, 322810 et 330681 ont été déclarés perdus.

Les porteurs des dits livrets sont invités à les présenter dans la quinzaine à partir de ce jour, soit au bureau central, soit à un bureau auxiliaire quelconque de la Caisse d'épargne et à faire valoir leurs droits.

Faute par les porteurs de ce faire dans le dit délai, les livrets en question seront déclarés annulés et remplacés par des nouveaux. — 10 mai 1932.

Emprunts communaux. — Tirage d'obligations.

Communes et sections intéressées.	Designation de l'emprunt.	Date de l'échéance.	Numéros sortis au tirage.		Caisse chargée du remboursement
			100	500	
Wormeldange	3½% de 1895	1 ^{er} juin 1932	92.	13, 31, 65, 77, 98, 106,	Bque. Intern. à Lux. Soc. Luxemb. de Reports et de Dépôts
Luxembourg (ancienne commune de Hollerich)	235.000 (3½%)	id.		69, 92, 107, 197, 248, 292, 347, 390.	
Lenningen (Canach)	18.800 (3½%)	id.	17, 30, 39, 58, 123, 137, 147.		id.
Stadtbiedimus	20.000 (3½%)	id.	19, 52, 72.		id.
Betzdorf (Olingen)	20.000	1 ^{er} juillet 1932	102, 155, 180.		id.
Dudelange	100.000	id.	19, 356, 393.	68, 145, 578, 670, 712.	id.
Luxembourg (ancienne commune de Haimm)	19.900	id.	41, 81, 177.		id.
Manternach (Berbourg)	20.000	id.	73, 108, 112.		id.
Merttert (Wasserbillig)	43.000	id.	39, 92.	7.	id.
Rosport	46.000	id.	26, 102, 113.	9.	id.
Rumelange	150.000	id.		29, 33, 102, 118, 157, 190, 195, 226.	id.
Tuntange	32.000	id.	8, 22, 37, 39, 40, 45, 50, 57, 67, 69, 83, 92, 124.		id.
Rodenbourg (Beidweiler)	5.000	id.	17.		id.
Steinfort	150.000	1 ^{er} août 1932	31.	79, 125, 170, 227, 244.	id.
Heiderscheid	20.000	1 ^{er} sept. 1932	12, 21, 58, 125, 155, 167, 193.		id.
Lintgen	8.000	id.	59, 68.		id.

Luxembourg, le 19 mai 1932.